

POLE D'EQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL TERNOIS 7 VALLEES

PROCES-VERBAL DU COMITE SYNDICAL DU JEUDI 23 NOVEMNBRE 2023 A 14h00

L'an Deux Mille Vingt Trois, Le Trente Mars, à Seize heures, les membres du Comité Syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Ternois 7 Vallées (*cf. feuille d'émargement annexée au présent procès-verbal*) se sont réunis pour une séance publique, au Pôle de Vie Communal, route de Saint Pol de Croisette, après convocation légale en date du Dix Sept Mars, qui leur a été adressée par Monsieur Claude BACHELET, Président du PETR Ternois 7 Vallées.

Monsieur BACHELET fait l'appel des membres du Comité Syndical et rappelle l'ordre du jour de la séance :

- 1) Installation et présentation des nouveaux membres
- 2) Point sur l'avancement des travaux du SCoT
- 3) Retour sur le séminaire du 23 juin
- 4) Présentation et validation de l'armature du Projet d'Aménagement Stratégique (PAS)
- 5) Délibérations :
 - Délibération sur l'adoption du référentiel M57 au 01/01/2024
- 6) Questions diverses

Le Procès-verbal du Comité Syndical du 30 mars 2023 est approuvé à l'unanimité par les membres.

Monsieur François DOUAY est nommé secrétaire de séance.

En introduction, **Monsieur Claude BACHELET**, Président, accueille les participants, rappelle le contenu du dernier procès-verbal en précisant succinctement les sujets abordés le 30 mars 2023 dernier.

1) INSTALLATION ET PRESENTATION DES NOUVEAUX MEMBRES DU COMITE SYNDICAL

Par délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes des 7 Vallées en date du 28/06/2023, afin de remplacer Monsieur Jean Claude DARQUE et Monsieur Lionel HOCHART au sein du comité syndical du PETR :

Monsieur Joël DAVESNE, maire de Marles sur Canche, a été élu en qualité de délégué communautaire titulaire au sein du comité syndical du PETR. Son suppléant étant Monsieur Francis MANIEZ.

Monsieur Hubert ROUGEGRE, 1^{er} adjoint sur la commune de Le Parcq a été élu en qualité de délégué communautaire suppléant de Monsieur Benoît THERET au sein du comité syndical du PETR.

2) POINT SUR L'AVANCEMENT DES TRAVAUX DU SCoT

Monsieur Vanneufville rappelle l'objectif de l'agence et présente Maelenn SYZ, nouvellement arrivée qui va suivre le dossier du SCoT et qui viens de Lorient, et présente le travail des derniers mois retranscrit suite aux différents échanges, et qu'une fois la structuration validé il y aura un travail rédactionnel rendu en janvier après validation, précise ne pas revenir sur l'ensemble en détail, étant donné les premières sessions en 2022, puis la poursuite sur 2023 avec le dernier séminaire de juin 2023 ainsi que les sessions de commissions de la rentrée de septembre dernier, puis avec une présentation de l'armature du Pas en bureau en octobre 2023 et présenté de nouveau à tous aujourd'hui

3) RETOUR SUR LE SEMINAIRE DU 23 JUIN

Retour sur le séminaire et ses 4 thématique d'abord :

Atelier 1 : Vers quel modèle d'aménagement le territoire compte-t-il s'engager ?

Nombre de participants : 9 Distinction élu / technicien : 7 et 2

Thématiques abordées : Démographie, Habitat, Mobilités et Equipements et services

Atelier 2 : Comment construire un territoire résilient et en transition écologique ?

Nombre de participants : 10 Distinction élu / technicien : 9 et 1

Thématiques abordées : Ressources, Energie, Risques et Biodiversité

Atelier 3 : Quels positionnements pour concilier attractivité territoriale, nouveaux usages et modèles économiques ?

Nombre de participants : 11 Distinction élu / technicien : 8 et 3

Thématiques abordées : Développement économique, Commerce et Tourisme

Atelier 4 : Comment affirmer notre ruralité comme un atout dans son développement, son identité et son équilibre ?

Nombre de participants : 10 Distinction élu / technicien : 9 et 1

Thématiques abordées : Agriculture, Patrimoines et Culture

Monsieur Vanneufville rappelle que c'est à la suite de ces différentes réunions et débats qu'il y a ce résultat, que ce sont les membres qui l'ont construit au fur et à mesure et définis les grandes orientations.

Madame Kydts prend la main pour préciser les résultats aux différents ateliers :

Les résultats



AULA
AGENCE URBAINES
DE L'ARTOIS

Petr Ternois
7 Vallées
Pôle d'Equilibre Territorial et Rural

DEMOGRAPHIE

- **Viser et soutenir** une stabilité démographique
- **Renforcer** l'attractivité du territoire pour les jeunes
- **Conforter/Maintenir** l'attractivité des bourgs-centres pour les différentes catégories d'âge de population
- **Etendre** l'attractivité des bourgs-centres aux villages alentours

Atelier 1 :

Vers quel modèle d'aménagement le territoire compte-t-il s'engager ?

MOBILITES

- **Prioriser** le développement (habitat/service/économique...) près de l'offre de transport existante
- **(Attention : débat à la table) Redynamiser** la mobilité à la demande
- **Soutenir** les services existants en terme de mobilité
- **Développer** les modes actifs sur les courtes distances notamment dans et autour des bourgs-centres
- **Renforcer** les équipements pour le covoiturage

HABITAT

- **Prioriser** la réhabilitation de l'existant, y compris les friches agricoles et les habitations dans les hameaux
- **Encourager** les démarches HQE dans la réhabilitation du bâti tout en veillant au respect du patrimoine
- **Densifier** les logements de façon raisonnable
- **Valoriser/Promouvoir/Reconquérir** les logements vacants
- **Adapter** les logements aux personnes âgées à proximité des services et des équipements de base
- **Développer** des logements de petites tailles (desserrement des ménages, jeunes, personnes âgées)

EQUIPEMENTS ET SERVICES

- **Maintenir** l'offre d'équipements et de services dans les petites communes
- **Coordonner** les équipements et services entre les communes d'un même secteur
- **Développer** l'offre d'équipements de santé et l'attractivité du territoire pour les professionnels de santé
- **Implanter** les équipements structurants dans les 2 pôles structurants et de manière complémentaire

Les résultats



AULA
AGENCE URBAINES
DE L'ARTOIS

Petr Ternois
7 Vallées
Pôle d'Equilibre Territorial et Rural

RESSOURCES

- **Récupérer** l'eau (maison individuelle, bâtiment, parking) → exemplarité de la collectivité
- **Quantifier** correctement la consommation d'eau
- **Prix de l'eau** en fonction de l'utilisation

Atelier 2 :

Comment construire un territoire résilient et en transition écologique ?

ENERGIE

- **Problème de mobilité et précarité**
- **Développer** des moyens alternatifs de mobilité
- **Favoriser** les projets collectifs pour le développement des productions et être un territoire économe (projet énergie citoyenne – coopérative scolaire)
- **Photovoltaïque** → une production à développer pour équilibrer la production par rapport à l'éolien

RISQUES

- **Sensibiliser** sur les risques (inondation, sécheresse, pollution d'air, etc.)
- **Ilots de chaleur** → arborer les communes

BIODIVERSITE

- **Favoriser** la préservation des espaces
- **Favoriser** la biodiversité au quotidien

Les résultats



DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- **Accompagner et coordonner** l'accueil des entreprises
- **Optimiser et produire** du foncier économique
- **Redéfinir** certain foncier dans l'offre économique existante
- **Favoriser** l'utilisation de bâtiments existants et les friches
- **Préserver** le foncier agricole
- **Encourager** le développement

COMMERCE

- **Organiser** un maillage territorialement → centre-ville/périphérie
- **Adapter** le développement commercial de proximité/usages nouveaux
- **Soutenir** l'offre de commerce ambulant
- **Réguler/Redynamiser** et **optimiser** le commerce
- **Contraindre** et **accompagner** les locaux vacants

TOURISME

- **Développer** les équipements en valorisant les atouts
- **Développer** une offre d'hébergements sur le territoire

Atelier 3 :

Quels positionnements pour concilier attractivité territoriale, nouveaux usages et modèles économiques ?

8

Les résultats



AGRICULTURE

- **Réglementer** les retournements de prairies
- **Encourager** l'agroforesterie et la plantation de haies
- **Préserver (1)** l'existant à l'unanimité
- **Développer** une agriculture résiliente face au changement climatique
- **Maîtriser** l'érosion des sols
- **Conserver (2)** les terres agricoles - **Protéger (3)**, et **sanctuariser (4)** = **classement effectué par la table**

CULTURE

- **Développer, diversifier, adapter** et **améliorer** l'offre culturelle proposée
- **Renforcer** l'accessibilité aux équipements proposés
- **S'appuyer** sur l'armature territoriale du SCOT pour organiser la complémentarité des équipements culturels existants, l'implantation préférentielle des nouveaux équipements
- **Prévoir** une instance de coordination de l'offre culturelle, mutualisation de ces équipements
- **Optimiser** l'accès et l'accessibilité à l'offre culturelle du territoire (= communication)

PATRIMOINES

- **Préserver et valoriser** les patrimoines bâtis et naturels
- **Créer** un Plan Paysage à l'échelle du PETR
- **Préserver** certaines parcelles qui possèdent des atouts paysagers

Atelier 4 :

Comment affirmer notre ruralité comme un atout dans son développement, son identité et son équilibre ?

9

Monsieur Bachelet demande aux membres de bureau présents s'il y a des remarques, étant donné que non, **Monsieur Vanneufville** reprend la parole en parlant du projet d'aménagement stratégique et qu'il s'agit maintenant de voir comment il faut « vendre » son territoire de l'intérieur à l'extérieur, et rappel que les décisions seront intégrées dans le Doo, que c'est une déclinaison réglementaire, qui s'oppose juridiquement et les deux PIUi devons être compatibles c'est ce qui va s'écrire et c'est écrit précédemment continu aujourd'hui à être d'actualité et donne exemple pour bien repréciser le travail qui se poursuit sur les 20 ans à venir et qui soit s'adapter aux besoins des habitants avec des projections, et le PAS fixe lui par tranche de 10 années, un objectif de réduction du risque

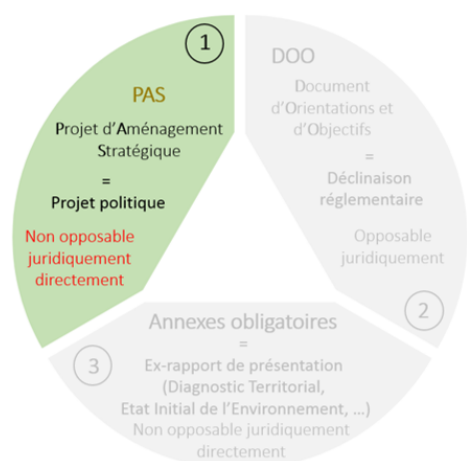
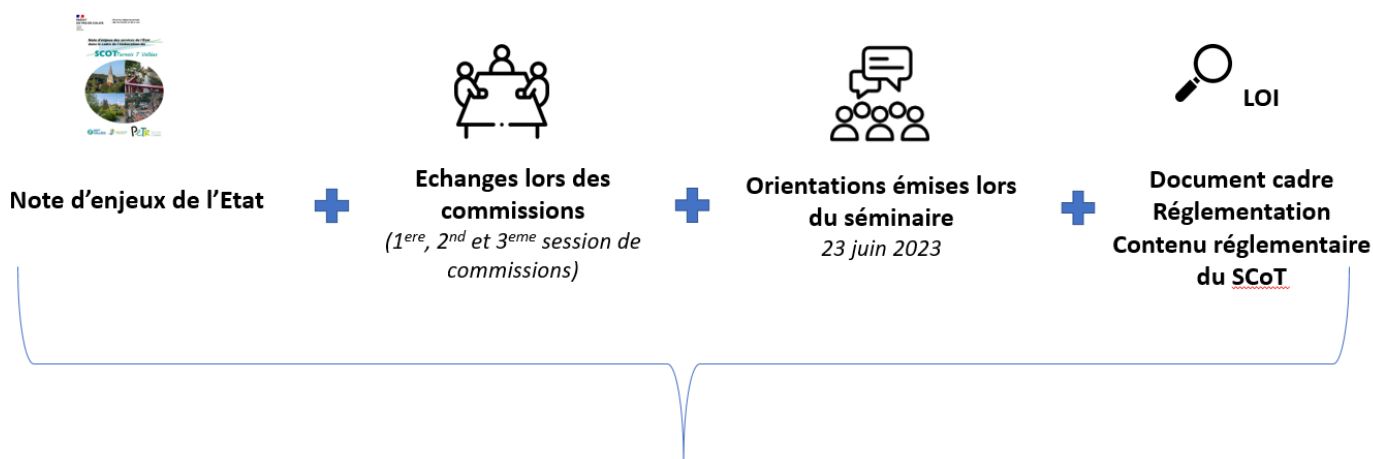
d'artificialisation tendant sur le 0 artificialisation net, et reste régit par le code de l'urbanisme de façon permanente et dans chaque axes il y a des objectifs de l'ordre de 65 qui doivent être concis et précis, le but ensuite et de le spatialiser avec une carte de synthèse ensuite

Et rappel qu'au départ cela est parti d'une note d'enjeu de l'état abordé le 23 juin et lors des conférences des maires, et qui s'impose à nous-mêmes.

4) PRESENTATION ET VALIDATION DU PROJET STRATEGIQUE Stratégique (PAS)

Reprécise également les thématiques et objectif liés :

- le coté, rural et la volonté de valorisation sur cette thématique (1)
- Face ensuite au changement climatique en cours, et les conséquences à venir et de savoir être proactif (2)
- Equilibre et complémentarité avec la solidarité sur le territoire (3)
- Pour finir, identité et proximité sur un territoire rural et authentique lié à l'habitat et autres (4)



Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS)

Il permet aux élus de se projeter dans le temps long à travers **la spatialisation d'un projet politique** stratégique et prospectif à l'horizon de **20 ans**.

Il est élaboré sur la base du **diagnostic** et des **enjeux** dégagés.

Il concourt à la coordination des politiques publiques menées sur le territoire en favorisant :

- un équilibre et une complémentarité entre les polarités urbaines et rurales
- Les transitions (écologiques, énergétiques...)
- Une offre d'habitat, de services et de mobilité adaptée aux besoins des habitants
- Une agriculture répondant notamment aux besoins alimentaires locaux

Et en respectant et en mettant en valeur la qualité des espaces naturels comme urbains et les paysages.

Le projet d'Aménagement Stratégique fixe, par tranches de 10 années, un objectif de réduction du rythme d'artificialisation

12

Propose de rappeler les objectifs et de débattre ensuite sur ceux-ci avec les membres du Comité Syndical :

Objectif 1.1.1 : Organiser une armature économique cohérente dans le respect du cadre de vie et économe du foncier (→ Optimiser le foncier économique dans l'offre déjà existante, densification, requalification des ZAE existantes, utiliser prioritairement les bâtiments vacants et les friches, etc.)

Objectif 1.1.2 : Assurer la pérennité et le développement des entreprises existantes tout en facilitant l'accueil de nouvelles entreprises (activités productives, artisanat, industries et non du commerce)

Objectif 1.1.3 : Établir une offre foncière économique supplémentaire stratégiquement localisée en complément des zones existantes et spécifiquement dédiée aux activités légères, à l'artisanat et aux industries

Objectif 1.1.4 : Développer l'économie de proximité (économie sociale et solidaire, les circuits courts, économie circulaire, etc.)

Objectif 1.1.5 : Maitriser et accompagner la mutation des zones économique et commerciales existantes

Objectif 1.1.6 : Privilégier l'accessibilité aux zones d'activités économiques par les transports en commun et par des solutions décarbonées de la mobilité (piéton, vélo, etc.)

Objectif 1.1.7 : Encourager le développement d'une écologie industrielle (autoconsommation ENR, réduction des consommations d'énergie, etc.)

Objectif 1.1.8 : Favoriser la collaboration entre le secteur économique et le domaine de l'enseignement et de la formation – Lien avec les territoires environnants

Objectif 1.1.9 : Développer les aménagements de qualité pour renforcer l'attractivité (liaisons modes doux, diversification des fonctions : accueil de restauration, crèches etc.)

Vis-à-vis du 1.1.1 **Monsieur Vanneufville** précise le souhait politique d'ajouter 1 ou 2 zones d'activités économiques, qui devront rester en lien des polarités ou en continuité des zones existantes et que cela peut poser un souci avec l'état, **Monsieur Maillard** précise qu'il y a eu une amorce lors des concertations et qu'il n'y a pas eu de réactions négative ou de non catégorique, **Monsieur Bachelet** précise qu'en effet il ne faut pas fermer de porte étant donné qu'il s'agit bien de devoir se projeter sur les 20 ans à venir et qu'il est difficile d'imaginer 2050.

Monsieur Melun intervient en citant pour exemple le souhait d'une entreprise qui souhaite s'installer et qui se trouverait alors empêchée, **Monsieur Vanneufville** répond en précisant en effet que cela doit rester proche des zones d'activités, il faut rester bon dans la mobilité décarbonnée et ne pas oublier de voir en intelligence collective.

Monsieur Melun trouve cela réducteur mais **Monsieur Maillard** précise le non choix de bien devoir rester près des zones déjà définies.

Monsieur Melun précise que certaines petites communes sont proches des zones, ex de Ramecourt, et trouve dangereux d'accepter cela, **Monsieur Maillard** réprecise la volonté de rester proches des gares par exemple.

Monsieur Gotterand réagit également en utilisant également le mot « réducteur » vis-à-vis de cette obligation, **Monsieur Maillard** précise que malgré ce ressenti ce sont des décisions qui découlent des réunions, séminaires précédents également, **Monsieur Gotterand** répond alors qu'il y a 10, 15 personnes uniquement qui ont été en réflexion

Monsieur Perrin mentionne alors le séminaire du 23 juin et les commissions ou les maires, nombreux et volontaires sont intervenus mais aussi les obligations, quoi qu'il en soit, de l'état, sur ces sujets.

Monsieur Vanneufville tiens alors à recentrer sur le fait qu'il faut prendre de la hauteur et voir plus largement qu'au niveau de sa propre commune, et donne exemple que dans la limite du compte foncier s'il y avait une volonté de délocaliser un petit artisan cela serait alors possible.

Monsieur Bachelet mentionne à nouveau, de bien dissocier les points et obligations du document sur le développement économique.

Monsieur Vanneufville donne pour image un gâteau où les parts seront bien découper en fonction du respect et possibilités du territoire, comprend les objections mais que ce modèle est défini par l'état, et qu'il faut s'adapter et évoluer.

Monsieur Melun précise ne pas avoir précisé cela pour le coût financier mais pour la liberté d'entreprendre et qu'il faut préserver cela, **Monsieur Douay** précise à son tour que cela fait longtemps qu'il y a des règles et obligations face à la volonté d'entreprendre.

Sur la répartition géographique (EPCI) de la consommation foncière pour la décennie 2021-2031 :

→ 3 propositions ont été faites :

Sans la « garantie rurale »

1/ par rapport à la consommation foncière passée :

- 50,5 ha pour la CC des 7 Vallées (100,7 ha divisé par 2)
- 85,5 ha (171,4 / 2) pour la CC du Ternois (171,4 ha divisé par 2)
= soit 136 ha au total pour le SCoT (272 ha divisé par 2)

2/ par rapport au poids de population :

- 54,5 ha pour la CC des 7 Vallées (69 communes – 29 522 hbts en 2020)
 - 81,5 ha pour la CC du Ternois (103 communes – 37 698 hbts en 2020)
- = soit 136 ha au total pour le SCoT (172 communes – 67 220 hbts en 2020)

Décision : un scénario est adopté suite à un compromis entre la répartition par rapport au poids de population et par rapport à la consommation constatée sur la précédente décennie :

- 52,5 ha pour la CC des 7 Vallées
- 83,5 ha pour la CC du Ternois
- = soit 136 ha au total pour le SCoT.

Orientation 1.2 : Offrir un **maillage commercial** territorialement équilibré

Objectif 1.2.1 : Garantir un développement commercial équilibré (centre/périphérie) en préservant le commerce existant (pas de volonté de créer de nouvelles zones commerciales)

Objectif 1.2.2 : Organiser le développement commercial dans une logique d'aménagement plus durable et accessible à tous (→ tenir compte de l'évolution commerciale, réduction des déplacements, optimiser les zones commerciales existantes en utilisant prioritairement les locaux vacants et friches, mobiliser les locaux vacants des centres-villes et centres-bourgs, etc.)

Objectif 1.2.3 : Réguler le développement du commerce de flux

Objectif 1.2.4 : Accompagner le renforcement et la mutation des zones économiques et commerciales existantes et anticiper la constitution de nouvelles friches

Orientation 1.3 : Préserver une **agriculture** ancrée sur le territoire et créatrice de richesse

Objectif 1.3.1 : *Préserver les espaces agricoles, éléments structurants des paysages, des fonctions écologiques et du développement économique du territoire (machinisme, IAA, etc.)*

Objectif 1.3.2 : Préserver les prairies à enjeu en tant qu'outil agricole mais également pour gérer les risques, protéger la biodiversité et le paysage, tout en favorisant le stockage du carbone

Objectif 1.3.3 : Accompagner le secteur agricole dans son développement en favorisant l'émergence de nouvelles méthodes de production (=diversification, agroforesterie, etc.) ou

Orientation 1.4 : Œuvrer à la valorisation **touristique**, patrimoniale et culturelle du territoire

Objectif 1.4.1 : Promouvoir et développer le potentiel touristique du territoire

Objectif 1.4.2 : Préserver et valoriser les patrimoines bâtis et naturels

Objectif 1.4.3 : Affirmer et développer l'offre culturelle et de loisirs

Objectif 1.4.4 : Valoriser les atouts touristiques et patrimoniaux du territoire en favorisant le développement d'une offre d'hébergement touristique diversifiée

Objectif 1.4.5 : S'appuyer sur l'armature territoriale pour organiser l'implantation préférentielle des nouveaux équipements touristiques et culturels (hébergements touristiques)

Monsieur Vanneufville demande s'il y a encore des remarques concernant la future rédaction du PaS, et propose le passage à l'orientation 2 lié au ZAN

Orientation 2.1 : Préserver la **ressource foncière** dans l'objectif de la zéro artificialisation nette et en promouvant un nouveau modèle d'aménagement

Objectif 2.1.1 : Réduire le rythme d'artificialisation des sols en répondant aux prescriptions du SRADDET ou à défaut correspondant à la moitié de la consommation de la décennie précédente

Objectif 2.1.2 : Prioriser un développement urbain axé notamment sur le comblement des dents creuses lorsque celles-ci ne sont pas considérées comme ayant une valeur paysagère et recherchant la densification dans le tissu urbain existant

Objectif 2.1.3 : Rechercher et encourager la réhabilitation et l'exploitation des friches

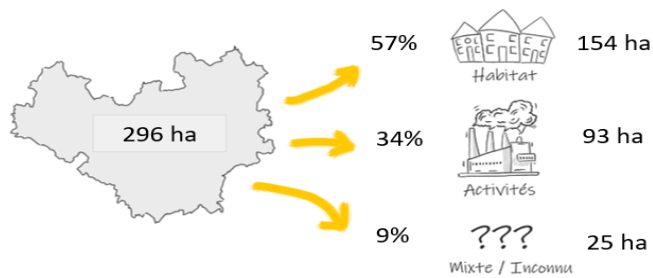
Objectif 2.1.4 : Lutter contre la vacance commerciale et résidentielle

Monsieur Vanneufville parle de la consommation, et précise qu'en bureau 296 hectares ont été consommés, le ZAN demande de diviser par deux cette consommation et que s'en suit la prime aux mauvais élèves,

Monsieur Melun dit qu'il s'agit de la double peine, et qu'il font toujours ça, ensuite pour ceux qui ont réduit leurs taxes foncières et qu'il exerce ce fonctionnement.

Monsieur Vanneufville précise que des chiffres seront revus sur la consommation foncière, étant donné la prise en compte des remarques de **Monsieur Maillart** et qu'il y a donc 146 hectares à consommer et que les élus se sont mis d'accord pour la répartition :

Entre 2011 et 2020, le territoire a artificialisé 272 ha et chaque EPCI a artificialisé :



	CC des 7 Vallées	CC du Ternois
Consommation foncière totale 2011/2020	100,7 ha	171,4 ha
Consommation foncière à destination de l'habitat	61,5 ha (61,1%)	92,7 ha (54,1%)
Consommation foncière à destination des activités	32,9 ha (32,6%)	60,1 ha (35,1%)
Consommation foncière à destination « mixte/inconnu »	6,4 ha (6,3%)	18,6 ha (10,8%)

→ ZAN : Divisé par 2 la consommation foncière de la décennie précédente => Territoire du SCoT = 136 ha

La question qui se pose, peut-on utiliser la garantie rurale ? des calculs sont alors revus et l'état et la DREAL confirme a priori la garantie foncière et qu'il y a une discussion en cours pour bien préciser ce sujet et qu'il n'y a que 3 territoires concernés par cela.

Monsieur Melun précise que cette réflexion est rattachée à notre territoire rural, et que ce dispositif doit être respecté par tous.

Monsieur Vanneufville rappelle que l'ensemble du foncier utilisé depuis août 2021 va être comptabilisé, et que cela est une problématique politique et qu'en tant que Maire il faut avoir conscience de la consommation au niveau de l'EPCI.

Qu'il y a un PLUi et pas de carte communale et au RNU il y a le droit à la garantie rurale, et insiste sur le fait que chaque commune n'a pas forcément le droit à son hectare de consommation.

Monsieur Maillard : face à cette incertitude sur cette garantie rurale, propose que dans le PAS du SCoT la répartition soit faite comme indiqué avant la garantie rurale, avec indication que si la garantie rurale est ensuite adoptée, il y aurait une utilisation du complément uniquement pour le développement économique du territoire ?

Monsieur Douay appuie cette proposition en supposant que ce serait un choix politique

Monsieur Bachelet ajoute qu'il y aurait peut-être une renégociation pour répartir équitablement par la suite et que c'est du bon sens de rester sur la garantie rurale, que les élus devront se positionner dessus, et qu'il y aura d'autres débats à venir, mais que c'est intéressant de lancer dès maintenant le débat.

Monsieur Massart dit que l'hectare est un achat électoral

Monsieur Gotterand qu'après les élections nous pourrions y revenir

Monsieur Maillard dit que le juriste de l'Odysée d'un point de vue juridique, fait cette proposition et les décisions d'aujourd'hui influeront sur le 7 décembre prochain, que la décision est politique.

Monsieur Bachelet précise de ne pas oublier qu'il s'agit de prévisions et que la loi n'est pas encore votée.

Monsieur Perrin ajoute soutenir et entendre le fait de baser le document sur la garantie rurale, mais qu'un comité syndical remet en cause ce qui a été vu précédemment et dit l'inverse car il y a eu des événements entre deux n'est pas illogique mais posera des questions, et maintient les propos de Monsieur Bachelet en restant axé sur cette garantie et que si des modifications doivent intervenir ce sera le cas, mais une loi a été votée et il faut pour le moment rester en respect de celle-ci.

Orientation 2.2 : Garantir la quantité et la qualité de la **ressource en eau**

Objectif 2.2.1 : Gérer durablement les ressources naturelles (air, eau, sol, etc.)

Objectif 2.2.2 : Préserver et sécuriser la ressource en eau (réduire l'artificialisation des sols pour une meilleure infiltration, protéger les aires d'alimentation de captage, œuvrer pour avoir une meilleure gestion intégrée et durable des eaux pluviales, etc.)

Objectif 2.2.3 : Encourager la gestion économe et durable de la ressource en eau

Objectif 2.2.4 : Minimiser les risques de pollution directe et indirecte de la ressource en eau afin de garantir un bon état écologique des cours d'eau

Objectif 2.2.5 : Conditionner l'urbanisation à la présence d'une ressource en eau suffisante (déterminer les possibilités d'exploitation de la ressource en eau, favoriser la diffusion des informations sur ses usages, etc.)

Objectif 2.2.6 : Assurer la qualité de l'eau potable pour la population en maintenant un réseau fiable et en envisageant les opportunités de renouvellement

Monsieur Melun reparle des captages sauvages mais **Monsieur Vanneufville** précise que ce n'est pas à travers le SCot qu'il est possible de le contrôler, mais la DREAL qui le définit et réglemente.

Monsieur Bachelet demande des précisions sur le « sauvage » car les cultivateurs et éleveurs ont le droit sous un certain seuil, mais qu'en effet les taxes pourraient être payées par eux directement, par justice sur l'usage.

Orientation 2.3 : Œuvrer à la protection des habitants tout en prévoyant et intégrant les **risques** présents et futurs ainsi que les nuisances

Objectif 2.3.1 : Prévenir et sensibiliser sur les risques pour protéger la population

Objectif 2.3.2 : Réduire la vulnérabilité du territoire (=favoriser un urbanisme adapté aux risques) face aux risques naturels (=mouvements de terrains, etc.), climatiques, anthropiques (émission de polluants, production de déchets, etc.) et technologiques

Objectif 2.3.3 : Limiter les nuisances envers la population (bruit, qualité de l'air, etc.)

Orientation 2.4 : Engager le territoire et l'ensemble de ses activités dans les transitions **climatiques** et **énergétiques**

Objectif 2.4.1 : Atténuer les effets du changement climatique (=réduire l'impact carbone/GES de l'ensemble des secteurs d'activité = lien fort avec le PCAET, etc.)

Objectif 2.4.2 : Adapter le territoire à ses conséquences (=surchauffe urbaine, îlots de fraîcheur, réintégrer la nature en ville, etc.)

Objectif 2.4.3 : Poursuivre le développement du mix énergétique dans le respect de la biodiversité, des espaces agricoles et des paysages (éolien ?, solaire, etc.)

Objectif 2.4.4 : Améliorer les performances énergétiques des équipements publics et privés (éviter la dispersion de chaleur vers l'extérieur)

Objectif 2.4.5 : Vers un territoire neutre en carbone en 2050 et alimenté à 100% par des sources d'énergie renouvelable (PCAET : objectifs 2050, stockage de l'énergie)

Monsieur Vanneufville reprecise les projections vis-à-vis de ces différents objectifs mais que pour avoir des analyses fiables il faut plus de 50000 habitants pour le faire.

Monsieur Perrin explique la vision à long terme qui sera également défini en prenant en compte du vieillissement de la population à venir.

Monsieur Bachelet reprecise l'objectif des logements à venir

Monsieur Gotterand dis qu'il y aura difficulté et que les gens ne seront pas prêts à venir, par exemple à Hesdin avec des conditions difficiles d'accessibilités au dessus d'un magasin.

David que l'OPARU aidera à atteindre l'objectif de 300 logements entre autres, et sur les petites communes il y aura une assistance à maîtrise d'ouvrage pour aider ce développement, l'OPARR également à venir, il y aura tout un panel d'outil pour le permettre.

Monsieur Melun précise que souvent il s'agit de passer thermique et que la prime rénov sera utile

Monsieur Bachelet rappelle que ces politiques seront menées par chaque intercommunalité et qu'il faut rester sur ce qui incombe au débat.

Monsieur Perrin précise également qu'il y a eu une analyse de fait que nous avons une ambition, et qu'il y aura toujours des logements vacants

Monsieur Bachelet demande d'avancer sur la suite, des membres étant appelés à devoir quitter le comité.

Orientation 3.1 : Développer une **armature territoriale** multipolaire et équilibrée

Objectif 3.1.1 : Exprimer de nouvelles aspirations et anticiper l'avenir (=faire face aux nouvelles transitions)

Objectif 3.1.2 : Affirmer le rôle de l'armature territoriale en tant que modèle d'organisation et de structuration du territoire (=lien avec armature territoriale + affirmation des centres-bourgs comme hubs de services et de mobilités)

4) Délibération sur l'adoption du référentiel M57 au 01/01/2024

Présenté par **Monsieur Bachelet** sur l'obligation légale de cette adoption

Pas de remarque sur cette adoption.

5) Questions diverses

Monsieur Maillard sur la prochaine échéance : le 14 décembre après-midi par une conférence des maires sur cette présentation.

Fin de séance levé par **Monsieur Bachelet Président**